



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SAVOIE

Direction départementale
de la cohésion sociale
et de la protection des populations

Service protection et santé animales
et installations classées
pour la protection de l'environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant changement d'exploitant

Société de Recyclage des Matériaux de Savoie (SRMS)

**Lieux-dits « Aux Fronches », « La Perrière », « À la Cave »
et « Les Grandes Vignes »**

Commune de VOGLANS (73240)

Le Préfet de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- VU** Le Code de l'environnement – titre VIII du livre I^{er} relatif aux dispositions communes, en particulier ses articles R. 181-46, R. 181-47 et R. 181-45 – titre I^{er} du Livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, en particulier son article R. 516-1 ;
- VU** le Code minier et l'ensemble des textes pris pour l'application dudit code ;
- VU** la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;
- VU** la nomenclature des Installations Classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement, notamment les rubriques 2510 et 2517 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2017 accordant à la « Société des Carrières et Matériaux de Savoie » (SCMS) l'autorisation d'exploiter pour une durée de 5 années, une carrière alluvionnaire en terrasse (de type sable et graviers) sise aux lieux-dits « Aux Fronches », « La Perrière », « À la Cave » et « Les Grandes Vignes » sur le territoire de la commune de VOGLANS (73240) ;
- VU** la demande du 08 juin 2018 déposée par la SARL « Société de Recyclage des Matériaux de Savoie » (SRMS) dont le siège social est sis 1385, route du Tremblay – La côte-Chevrier 73290 LA MOTTE-SERVOLEX, ci-après dénommée « le cessionnaire », à l'effet d'être autorisée à exploiter la carrière susnommée sur le territoire de la commune de Voglans, en lieu et place de la « Société des Carrières et Matériaux de Savoie » (SCMS), actuelle titulaire de l'autorisation préfectorale d'exploiter le site.
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes du 23 mai 2019 ;

CONSIDÉRANT que le cessionnaire a rempli l'ensemble des obligations réglementaires fixées par les articles R. 181-47 et R. 516-1 du code de l'environnement,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Savoie,

A R R E T E

ARTICLE 1 :

La SARL « Société de Recyclage des Matériaux de Savoie » (SRMS) dont le siège social est sis 1385, route du Tremblay – La côte-Chevrier 73290 LA MOTTE-SERVOLEX, est autorisée à succéder à la « Société des Carrières et Matériaux de Savoie » (SCMS) pour l'exploitation de la carrière alluvionnaire sise aux lieux-dits « Aux Fronches », « La Perrière », « À la Cave » et « Les Grandes Vignes » sur le territoire de la commune de VOGLANS (73240) ;

L'arrêté préfectoral du 24 juillet 2017 autorisant l'exploitation de la carrière susvisée est transféré à la « Société de Recyclage des Matériaux de Savoie » (SRMS) dans l'intégralité de ses droits et obligations.

ARTICLE 2 :

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2017 qui ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté sont inchangées.

ARTICLE 3 – Garanties financières :

3.1- Actualisation du montant des garanties financières

Le point 2 de l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2017 relatif aux garanties financières est modifié comme suit :

« Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière, au terme de la période quinquennale est de :

- **67 113,41 euros TTC**, pour la période qui cours jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par l'inspection des installations classées. »

Ce montant correspond à l'actualisation du montant initialement fixé dans l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2017, sur la base de l'indice TP01 d'août 2018 (720,1).

ARTICLE 4 – Délais et voies de recours :

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 5 – notification et publicité :

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de Voglans pendant une durée minimale d'un mois ; le maire fera connaître par procès-verbal adressé à la préfecture l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimum d'un mois.


ARTICLE 6 – Exécution :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de Voglans.

Fait à Chambéry, le

19 JUIN 2019

Le Préfet


Pour le Préfet en sa délégalation,
Le secrétaire général
Pierre MOLAGER

